
LES CAHIERS DU CERMTRI

Centre d'Etudes et
de Recherches
sur les Mouvements
Trotskye
et Révolutionnaires
Internationaux

3, rue Meissonnier
93500 Pantin - France
01 49 91 44 83

cermtri@wanadoo.fr

<https://www.cermtri.com.fr>

<http://www.trotsky.com.fr>

Allemagne 1928-1933 : la division face à Hitler

La lutte contre le front unique ouvrier,
ordonnée par Staline,
permet l'arrivée de Hitler au pouvoir

Trois textes de Léon Trotsky

N° 183

Décembre 2023

ISSN 0292 - 4943

8 €

"Il faut revenir à la politique du front unique telle
qu'elle fut formulée par Lénine et appliquée par
les bolcheviks, tout particulièrement en 1917."
(septembre 1930)

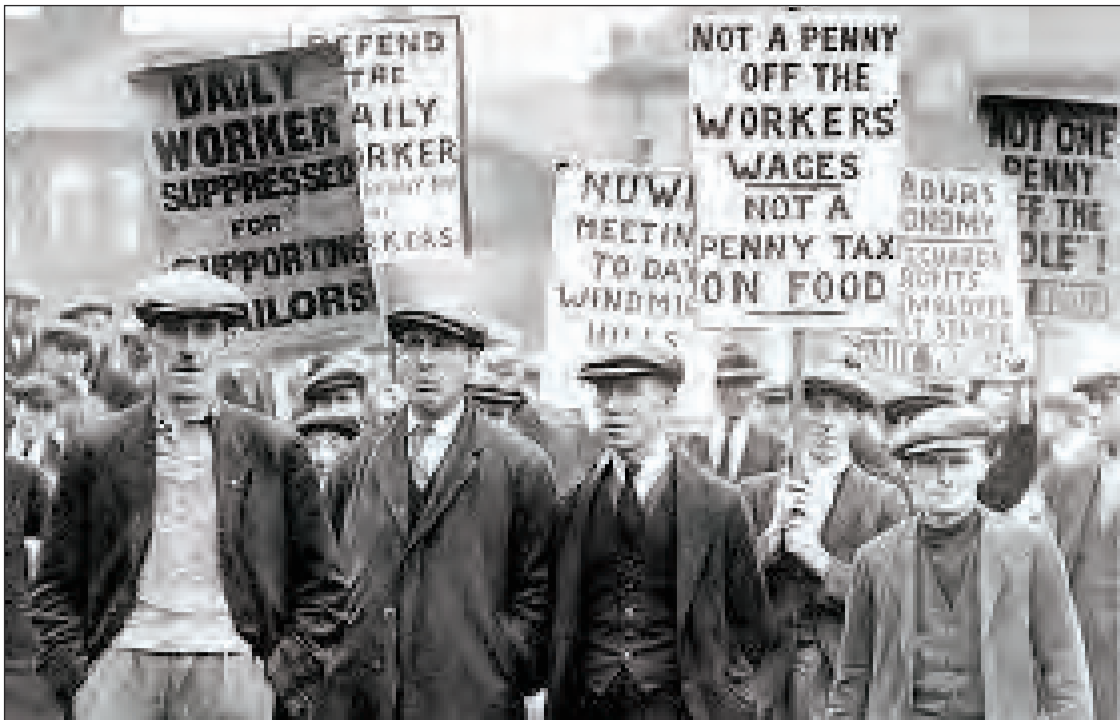


Trotsky, expulsé d'URSS, en exil à Prinkipo (Turquie) en 1931.

● Première partie

La troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste

Deux textes de Trotsky (1929 et 1930)



Grève générale en Grande-Bretagne, mai 1926.

• Présentation

Le tournant de l'Internationale communiste et la situation en Allemagne (septembre 1930)

La "troisième période d'erreurs" de l'Internationale communiste (décembre 1929-janvier 1930)

Lorsqu'il écrit ces deux articles, Trotsky, expulsé d'URSS par Staline en février 1929, est en exil en Turquie. Il travaille au développement et au regroupement de l'Opposition de gauche dans les différents partis communistes. Il s'agit, à cette date, du combat pour le redressement de l'Internationale communiste (Comintern) et de ses partis.

Dans ces deux articles, Trotsky analyse le « troisième tournant » du Comintern et revient sur ses origines.

En octobre 1923, le prolétariat allemand, le plus puissant d'Europe, est défait sans combat. La révolution allemande est décommandée au dernier moment, le 23 octobre 1923, par la direction du Parti communiste d'Allemagne (KPD) avec l'aval de l'Internationale communiste. « *L'immense drame historique* »⁽¹⁾ ouvre une période de reflux de la révolution sur un plan mondial.

« *Depuis que les épigones ont laissé passer la situation révolutionnaire de 1923 en Allemagne, ce qui a modifié du tout au tout la situation en Europe, l'Internationale communiste a passé par trois phases successives de fatals errements :*

1924-1925 fut la période des erreurs ultra-gauches. La ligne de direction était basée sur la prévision d'une situation révolutionnaire dans un avenir immédiat alors que ce point était déjà dépassé. C'est durant cette période que l'on nous taxa – nous, marxistes-léninistes – de "droitiers" et de "liquidateurs".

1925-1927 fut la période de l'opportunisme avoué, coïncidant avec la montée impétueuse du mouvement ouvrier en Angleterre et la révolution en Chine. Durant cette période nous devenons des "ultra-gauches".

Enfin, l'année 1928 vit l'avènement de la troisième période consistant à recommencer les erreurs de Zinoviev des années 1924 et 1925, mais en quelque sorte sur un pied historique plus élevé (...), décimant et décapitant les organisations. »⁽²⁾

La deuxième période d'erreur de l'internationale communiste

Le V^e congrès de l'Internationale communiste se tient en juin et juillet 1924. À l'ordre du jour, la condamnation de l'opposition trotskyste et, sous le titre frauduleux de la « bolchevisation » des partis communistes, l'élimination de toute opposition, principalement trotskyste, la soumission à la direction stalinienne du Kremlin. Le congrès va adopter la théorie de Staline et Boukharine sur « l'édification du socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire dans la seule URSS. C'est le reniement de l'objectif initial de l'Internationale communiste, la révolution prolétarienne internationale.

La direction de l'Internationale communiste pratique une politique d'adaptation aux bourgeoisies nationales, à la démocratie petite-bourgeoise, à la bureaucratie syndicale alors que la situation internationale est marquée par « *la montée impétueuse du mouvement ouvrier en Angleterre et la révolution en Chine.* »

La réponse à la *montée impétueuse du mouvement ouvrier en Angleterre* : le Comité syndical anglo-russe.

En Grande-Bretagne, le Parti communiste est faible, divisé en fractions rivales et rassemble à peine 5 000 membres en 1925. Lors des débats du IV^e congrès de l'Internationale communiste en novembre et décembre 1922, Zinoviev avait proposé de l'abandonner à son sort au profit des syndicats, les trade-unions, ce qui lui avait valu une sévère critique de Trotsky :

« *La faiblesse du Parti communiste anglais fit alors surgir le besoin de lui substituer au plus vite une*

1. Trotsky, *L'Internationale communiste après Lénine*, PUF, 1969, p. 202.

2. Citation de Trotsky, voir p.40 de ce Cahier.

force plus impressionnante. C'est alors qu'apparut une appréciation erronée des tendances du trade-unionisme anglais. Zinoviev laissant entendre qu'il considérait que la révolution passerait non pas à travers l'étroite porte du Parti communiste anglais mais par le large portail des trade-unions. À la lutte que devrait mener le Parti communiste pour conquérir les masses organisées dans les trade-unions, on substitua l'espoir d'utiliser au plus vite, dans des buts révolutionnaires, l'appareil tout fait des trade-unions. Par la suite, ce fut cette façon de voir qui fit se développer la politique du comité anglo-russe, laquelle porta un coup aussi bien à l'Union soviétique qu'à la classe ouvrière anglaise ; seule la défaite subie en Chine eut encore plus de gravité. »⁽³⁾

Les syndicats ont connu un spectaculaire développement depuis la fin de la Première Guerre mondiale. La direction réformiste des TUC (Trade union congress) est de plus en plus contestée, de nombreux dirigeants siègent au Parlement comme députés du Labour, le parti travailliste, et pratiquent une active politique de collaboration de classe. Ceci explique qu'à partir de 1924 se développe dans les syndicats le *National minority movement* (le Mouvement national minoritaire), tout particulièrement chez les mineurs dont le secrétaire est Arthur Cook. En l'espace de deux ans il regroupe près du tiers des syndiqués des trade-unions. La « gauche » des TUC (Purcell, Hicks) tente de désamorcer cette poussée revendicative en nouant des relations avec les syndicats soviétiques. En mai 1925 est fondé le Comité syndical anglo-russe pour l'unité syndicale et contre la guerre. Il est salué par Staline au XIV^e congrès du PCUS comme « l'antidote fondamentale contre l'impérialisme et ses machinations interventionnistes ».

Un an plus tard éclate le plus important mouvement social de l'histoire du mouvement ouvrier britannique. Au centre du conflit : les mineurs. Les mineurs demandent la nationalisation des mines. En 1925, le patronat minier a imposé une importante baisse des salaires. Le syndicat des mineurs a obtenu l'appui des TUC et, en juillet 1925, le gouvernement conservateur a dû verser aux mineurs une indemnité compensant leur perte de salaire, en attendant les conclusions d'une commission parlementaire. L'indemnisation est prévue jusqu'au 1^{er} mai 1926, délai de 9 mois qui permet au gouvernement de se préparer à l'épreuve de force avec, entre autres, le recrutement de 100 000 supplétifs volontaires venant des classes moyennes et des groupuscules fascistes, pour renforcer la police et l'armée.

Le Mouvement national minoritaire prépare de son côté la grève avec la création de comités d'actions locaux, de gardes de défense ouvrière, etc. En revanche, aucune préparation à la grève du côté des dirigeants syndicaux. Le rapport de la commission tombe le 6 mars 1926. Il se prononce contre la natio-

nalisation, contre le prolongement de la subvention salariale. La réponse des mineurs est unanime : « *Not a penny off the pay, not a second on the day* » (pas un sou de moins, pas une seconde de plus). Le 29 avril, les dirigeants mandatés de 141 syndicats se réunissent et votent la grève par 3,5 millions de voix contre 50 000. **Ils confient la direction de la grève au conseil général des trade-unions.** Le 1^{er} mai est une gigantesque démonstration de force ouvrière avec des centaines de réunions et de manifestations de solidarité avec les mineurs.

La grève débute le 4 mai 1926, son ampleur prend de court aussi bien le gouvernement que le conseil général des TUC qui avait pourtant imposé une grève par vagues successives pour tenter d'affaiblir le mouvement. Les comités locaux de grève se multiplient malgré leur interdiction par le conseil général. Devant le danger d'insurrection des négociations s'engagent rapidement et secrètement entre le conseil général, à qui les grévistes ont délégué tous les pouvoirs, et le gouvernement qui exige une capitulation pure et simple. Le 12 mai, le conseil général des TUC signe la reddition sans condition. Chez les grévistes c'est la colère ; le 14 mai, leur nombre est encore plus important. Les manifestations vont imposer la réembauche des grévistes comme condition de la reprise du travail. Malgré la solidarité internationale – en particulier l'aide financière des syndicats d'URSS – la grève se termine sous l'effet de la démoralisation. Les mineurs, isolés, resteront en grève jusqu'en décembre.

Début juin, à la séance plénière (plénum) du comité central du Parti communiste russe, l'Opposition présente une résolution signée de Zinoviev, Trotsky, Kamenev, Piatakov et Kroupskaïa sur le Comité anglo-russe. Elle ne sera pas publiée par le parti. Boukharine, se faisant l'écho de Staline, justifie la politique menée : « *Une des plus grandes leçons de la grève générale anglaise est que la classe ouvrière s'approche de la question du pouvoir par ses syndicats.* »

La résolution sera publiée en France dans le *Bulletin communiste*⁽⁴⁾ :

« *Le plénum constate (...) que la majorité du bureau politique a mené une politique profondément erronée envers le Comité Anglo-russe. Le moment où les masses ouvrières d'Angleterre étaient le plus profondément opposées au Conseil général [des Trade-unions, Ndlr] était celui du sabotage de la grève. On aurait dû alors marcher avec les éléments les plus*

3. Trotsky, *ibid.*, p. 33.

4. Depuis décembre 1924, le *Bulletin communiste* n'était plus l'organe théorique du Parti communiste-section française de l'Internationale communiste (PC-SFIC) parce que son directeur, Boris Souvarine, y avait publié les articles de Trotsky, contrairement aux ordres de la direction de l'Internationale communiste.

-actifs du prolétariat et simultanément rompre avec le Conseil général traître à la grève. Durant des dizaines d'années, les politiciens bourgeois sortis de la classe ouvrière ont périodiquement trompé les masses de la Grande-Bretagne et soulevé l'indignation de celles-ci. Mais l'absence d'un parti réellement révolutionnaire leur permettait après un certain laps de temps durant lequel l'indignation des masses se calmait de recommencer leur besogne de trahison (...). Seuls les ouvriers anglais peuvent renverser le Conseil général actuel, mais on aurait dû les y aider par cet exemple et non pas leur créer des difficultés, ne serait-ce qu'en appuyant indirectement le Conseil général par le maintien d'une liaison organique. »⁽⁵⁾

Le Comité syndical anglo-russe ne sera dissous qu'en 1927, à l'initiative des TUC en soutien à la rupture des relations diplomatiques avec l'URSS décidée par le gouvernement conservateur britannique.

La révolution chinoise (1925-1927)

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la Chine est une semi-colonie dont les puissances étrangères se sont partagé le territoire en zones d'influence et concessions portuaires. L'immense majorité de la population est une paysannerie misérable, un jeune prolétariat se développe dans les concessions étrangères, une maigre bourgeoisie sert d'intermédiaire aux puissances coloniales, une petite bourgeoisie intellectuelle anime un mouvement démocratique bourgeois, le Kuomintang. Depuis la révolution de 1911, la Chine est devenue une république – proclamée en 1912 – mais qui ne contrôle qu'une partie du pays avec une capitale installée dans le sud, à Canton, le reste du territoire étant partagé entre des « seigneurs de la guerre » rivaux.

Dans les années 1919-1920, des organisations ouvrières se développent : des syndicats, puis, en 1921 est fondé le Parti communiste. Le rôle des communistes chinois est de soutenir les revendications nationales et démocratiques mais, en même temps, développer un parti communiste indépendant organisant le prolétariat pour la révolution socialiste. À l'initiative du Parti communiste russe, et contre l'avis de Trotsky, l'adhésion individuelle des communistes chinois au Kuomintang est décidée. Elle est ratifiée en 1923 par le III^e congrès du Parti communiste chinois. Débute une collaboration entre le Comintern et l'aile gauche du Kuomintang, avec l'arrivée de conseillers soviétiques, collaboration qui aboutit à l'élection de communistes à la direction du Kuomintang en janvier 1924.

La situation devient révolutionnaire en mai 1925. La mort de manifestants étudiants tués par des soldats britanniques dans la concession internationale de Shanghai va déclencher des manifestations et des grèves ouvrières, une agitation paysanne pour les

terres dans tout le pays. À partir de là, les effectifs du PCC décuplent en 6 mois, ils sont 10 000 en novembre 1925, 58 000 début avril 1927 sans compter les Jeunesses communistes, où les ouvriers vont supplanter les étudiants. À Canton, Hong-Kong, la grève va durer 16 mois avec l'élection de comités de grève animés par les militants communistes. Les militants communistes réclament alors leur sortie du Kuomintang afin de se préparer à la lutte face à la contre-révolution qui s'organise. Ils ne seront pas entendus.

En mars 1926, l'Internationale communiste définit le Kuomintang comme « *bloc révolutionnaire des ouvriers, paysans, intellectuels et démocratie urbaine* », que Trotsky qualifie de « *honteux "bloc des quatre classes" qui menait au suicide* »⁽⁶⁾. Il est admis comme « parti sympathisant » dans l'Internationale communiste et Tchang Kai-chek, chef de l'armée nationaliste, est élu « membre d'honneur » de son présidium, là encore contre l'avis de Trotsky. Le 20 mars, à Canton, Tchang décrète la loi martiale, démantèle les piquets de grève et arrête de nombreux communistes. En mai, les communistes sont chassés de tous les postes de responsabilité dans le Kuomintang. Le gouvernement de Canton est devenu une dictature militaire. Staline et la direction de l'Internationale communiste maintiennent leur politique de soutien sans principe.

En juillet 1926 débute l'expédition du Nord, menée par Tchang contre les seigneurs de la guerre. Tout le long de la progression de l'armée nationaliste, les paysans et les ouvriers se soulèvent contre les seigneurs de la guerre. En réponse, Tchang interdit les grèves, décrète partout la loi martiale, soutenu par l'exécutif de l'Internationale communiste qui impose aux communistes chinois de soutenir l'action de Tchang pour ne pas « gêner » la campagne militaire.

« Si, dès le début de la marche vers le Nord, nous avions commencé à établir des soviets dans les régions "libérées" (et les masses y aspiraient de toutes leurs forces), nous aurions acquis la base nécessaire et rassemblé l'élan révolutionnaire ; nous aurions concentré autour de nous les insurrections agraires ; nous aurions créé notre armée et désagrégé celle de l'ennemi. Malgré sa jeunesse, le Parti communiste chinois aurait pu mûrir sous la direction judicieuse de l'Internationale communiste au cours de ces années exceptionnelles : il aurait pu arriver au pouvoir, sinon dans toute la Chine d'un seul coup, tout au moins sur une part considérable de son territoire. Et ce qui est le plus important, nous aurions eu un parti. »⁽⁷⁾

5. *Bulletin communiste* n° 16-17, janvier – mars 1927, pp. 264-265. Texte consultable dans son intégralité sur le site du Cermtri.

6. Trotsky, *ibid.*, p. 335.

7. Trotsky, *ibid.*, p. 310.

En février 1927, à l'approche de l'armée nationaliste les ouvriers de Shanghai se soulèvent. Le 21 mars, c'est la grève générale insurrectionnelle à Shanghai, les syndicats et le Parti communiste se rendent maîtres de la ville et l'ouvrent à l'armée nationaliste. Tchang prend contact avec la pègre, les banquiers étrangers de la concession internationale et lance le 12 avril l'offensive contre Shanghai insurgée, massacre des milliers de militants communistes. Il inaugure une période de terreur contre les communistes, les militants ouvriers et paysans.

Devant l'ampleur du massacre, Staline est obligé de reconnaître la « trahison » de Tchang tout en réaffirmant la justesse de la ligne d'alliance avec le Kuomintang. La même tragédie se rejoue à Wuhan où s'est installé un gouvernement de la « gauche » du Kuomintang dirigé par Wan Tin-wei. Les communistes y participent, car, selon Staline, c'est un « centre révolutionnaire ». Ils vont devoir appliquer la politique de la bourgeoisie : refus de réforme agraire (elle serait « reportée » à la fin de la reconquête militaire), répression des « excès » paysans. La « gauche » du Kuomintang se réconcilie avec Tchang, c'en est fini du « centre révolutionnaire » qui se lance à son tour dans la chasse aux communistes.

Le 11 décembre 1927 à Canton, sur ordre de Staline, les militants communistes chinois déclenchent

une insurrection dans une période où la répression contre les communistes est généralisée. « *Le soviet créé à la hâte, pour sacrifier aux rites, ne servit qu'à camoufler un putsch aventuriste.* »⁽⁸⁾ Il est écrasé le 14 décembre, la répression est féroce. Le Parti communiste est traqué dans tout le pays, sa base ouvrière est détruite.

« *Dans le domaine de la direction, il s'est produit une chose absolument monstrueuse, une véritable catastrophe historique : l'autorité de l'Union soviétique, du parti des bolcheviks, de l'Internationale communiste, servit entièrement à soutenir Tchang Kai-chek contre la politique propre du Parti communiste, ensuite à appuyer Wan Tin-wei comme dirigeant de la révolution agraire. Après avoir piétiné la base même de la politique léniniste et rompu les os du jeune Parti communiste chinois, le Comité exécutif de l'Internationale communiste détermina d'avance la victoire du kerenskysme chinois sur le bolchevisme, des Milioukov chinois sur les Kerensky, de l'impérialisme anglo-japonais sur les Milioukov chinois. Voilà la signification – l'unique signification – de ce qui s'est passé en Chine en 1925-1927* »⁽⁹⁾

8. Trotsky, *ibid.*, p. 336.

9. Trotsky, *ibid.*, p. 311.



Les milices ouvrières dans Shanghai insurgée, fin mars 1927.



Massacre des communistes par l'armée nationaliste à Shanghai, 12 avril 1927

- **“Le tournant de l'Internationale communiste et la situation en Allemagne”**

Trotsky écrit ce texte en septembre 1930, alors qu'il est exilé en Turquie.

Il est publié en octobre 1930 dans trois numéros de *La Vérité*, hebdomadaire de l'Opposition communiste en France édité à partir d'août 1929.

● Chapitre 1

Les sources du dernier tournant

DES TOURNANTS TACTIQUES, même de grands tournants sont absolument inévitables à notre époque. Ils proviennent de tournants dans la situation objective (manque de stabilité dans les relations internationales ; oscillation brusque et irrégulière de la conjoncture ; répercussions brusques des oscillations économiques sur la politique ; impulsion des masses qui ont l'impression d'une situation sans issue, etc.). Suivre avec attention les changements de la situation objective est une tâche plus importante et plus difficile aujourd'hui, à l'époque du développement « organique » du capitalisme, qu'avant la guerre. La direction du parti se trouve maintenant dans la situation d'un conducteur qui mène son automobile en montagne sur des routes aux virages en épingle à cheveux. Un tournant à contre-temps, une trop grande vitesse sont pour le voyageur et l'équipage une menace de très grands dangers, voire même une menace de mort.

La direction de l'IC nous a donné ces dernières années des exemples de tournants très brusques. Nous avons observé le dernier d'entre eux ces derniers mois. D'où proviennent les tournants dans l'Internationale depuis la mort de Lénine ? Des changements dans la situation objective ? Non. On peut dire avec certitude qu'à partir de 1923, aucun tournant tactique, fondé sur l'analyse exacte des changements de la situation objective, n'a été pris à temps par l'IC. Au contraire, chaque tournant était le résultat de la contradiction insupportable entre la ligne de l'IC et la situation objective. Nous voyons la même chose cette fois encore.

Le 9^e Plénum de l'Exécutif de l'IC [février 1928], le 6^e congrès [17 juillet-1^{er} septembre 1928, Ndlr] et surtout le 10^e Plénum [9 juillet 1929, Ndlr] se sont orientés sur un cours direct et brusque d'essor révolutionnaire (« Troisième Période »), cours qui était tout à fait exclu du fait de la situation objective après les grandes défaites en Angleterre, en Chine ⁽¹⁾, après l'affaiblissement des PC dans le monde entier, surtout dans les conditions d'essor de l'industrie et du commerce que connaissaient une série de pays capitalistes parmi les plus importants. Le tournant tactique de l'IC depuis février 1928 était ainsi tout à fait à l'opposé du cours réel de l'histoire. De cette contradiction sont nées des tendances aventuristes, une coupure

plus grande du parti d'avec les masses, l'affaiblissement des organisations, etc. C'est seulement après que tous ces phénomènes eurent pris un caractère menaçant que la direction a effectué un nouveau tournant en avril 1930 en retrait et à droite de la tactique de la « Troisième Période ».

Par une ironie du sort, bien dure pour tous les suivistes, le nouveau tournant tactique de l'IC coïncide avec un nouveau tournant dans la situation objective. Une aggravation inattendue de la crise internationale ouvre sans doute des perspectives de radicalisation des masses et de bouleversements sociaux. C'est précisément dans la situation présente qu'on peut et qu'on aurait dû opérer un tournant à gauche, c'est-à-dire impulser un rythme audacieux à l'essor révolutionnaire. Cela aurait été tout à fait juste et nécessaire si, au cours des trois dernières années, la direction de l'IC avait utilisé comme il se devait la période de redressement économique, accompagnée du reflux du mouvement révolutionnaire, pour fortifier les positions du Parti dans les organisations de masse, en premier lieu dans les syndicats. Dans ces conditions-là, le conducteur aurait pu et aurait dû pendant l'année 1930 passer de la deuxième à la troisième vitesse, ou du moins se préparer à une telle opération dans le plus proche avenir. En réalité, il s'est produit un processus tout à fait opposé. Pour ne pas tomber dans le précipice, le conducteur a été obligé, parce qu'il avait passé la troisième vitesse à un moment défavorable, de passer en seconde et de ralentir

1. Les notes sont de la rédaction des *Cahiers du Cermtri*, à l'exception de quelques notes de Trotsky qui sont signalées. En Grande-Bretagne, l'après-guerre est marquée par l'essor spectaculaire du mouvement syndical. L'annonce de la baisse générale des salaires déclenche une grève générale en mai 1926 avec près de 4 millions de grévistes. La politique des directions syndicales, soutenue par le Kremlin, mène la grève à l'échec. Les mineurs, isolés, la poursuivront pendant 6 mois. Une politique de réaction sociale menée par le gouvernement se déchaîne alors. En Chine, c'est l'écrasement de la révolution chinoise en 1927 par Tchang Kai-chek (1887-1975), membre de la direction du Kuomintang, parti nationaliste bourgeois, et commandant de l'armée. Dans sa lutte contre les seigneurs de la guerre qui ravagent la Chine, il est soutenu par l'Internationale communiste. Mais la direction stalinienne impose l'adhésion des communistes chinois au Kuomintang. En 1927, il écrase la révolution chinoise, fait massacrer les insurgés de Shanghai, décime le Parti communiste.

lerythme quand, avec une ligne stratégique juste, il eût été nécessaire d'accélérer.

Telle est la contradiction flagrante entre la nécessité tactique et la perspective stratégique, contradiction dans laquelle maintenant, par la logique des erreurs de leur direction, se trouvent les PC d'une série de pays.

Nous voyons maintenant cette contradiction de la façon la plus éclatante et la plus dangereuse en Allemagne, où les dernières élections ont mis en lumière une particularité extraordinaire des rapports de force qui se sont créés, résultat non seulement des deux périodes d'après-guerre de stabilisation en Allemagne mais encore des trois périodes d'erreur de l'IC.

La victoire parlementaire du PC à la lumière des tâches révolutionnaires

Aujourd'hui, la presse officielle de l'IC présente les résultats des élections allemandes comme une victoire grandiose du communisme qui met à l'ordre du jour le mot d'ordre « l'Allemagne soviétique ». Les bureaucrates optimistes ne veulent pas se pénétrer du sens des rapports de force qu'ont révélées les statistiques électorales. Ils analysent l'accroissement du nombre des voix communistes indépendamment des tâches révolutionnaires que crée la situation objective et des obstacles qu'elles font surgir.

Le PC a obtenu environ 4 600 000 voix contre 3 300 000 en 1928. L'accroissement est de 1 300 000 ; du point de vue de la mécanique parlementaire « normale », c'est considérable, même si l'on tient compte de l'augmentation du nombre des électeurs. Mais le gain du PC est bien pâle en face du bond fasciste de 800 000 à 6 400 000 voix. Le fait que la social-démocratie, bien qu'elle ait beaucoup perdu, ait conservé ses cadres principaux et recueilli tout de même plus de voix ouvrières que le PC a une signification non moins importante pour l'appréciation des élections.

Entre temps, si on se demande quelle combinaison de conditions internationales et nationales eût été capable de faire basculer la classe ouvrière vers le communisme, on n'aurait pas pu apporter de meilleur exemple de conditions favorables à un tel revirement que la situation actuelle de l'Allemagne : le nœud coulant du plan Young ⁽²⁾, la crise économique, la décadence des dirigeants, la crise parlementaire, la social-démocratie au pouvoir qui se démasque d'une façon effrayante ⁽³⁾. Du point de vue de ces conditions historiques concrètes, le poids spécifique du PC allemand dans la vie sociale du pays, malgré un gain de 1 300 000 voix, reste proportionnellement faible.

La faiblesse des positions du communisme, liée étroitement à la politique et au régime de l'IC, apparaît d'une façon encore plus éclatante si nous mettons

en regard du poids social actuel du PC les tâches concrètes et inévitables qui se présentent à lui dans les conditions historiques présentes.

Il est vrai que le PC lui-même ne comptait pas sur un tel accroissement. Mais cela démontre que, sous le coup des fautes et des défaites, la direction du PC a perdu l'habitude des objectifs et des perspectives importants. Si hier, elle a sous-estimé ses propres possibilités, aujourd'hui elle sous-estime les difficultés. De ce fait un danger est multiplié par l'autre.

La première qualité d'un parti vraiment révolutionnaire est de pouvoir regarder en face la réalité.

Oscillations de la grande bourgeoisie

À chaque tournant de l'histoire, à chaque crise sociale, il faut encore et encore revoir la question des relations des trois classes de la société actuelle ; de la grande bourgeoisie qui est dirigée par le capital financier, de la petite bourgeoisie qui oscille entre les deux camps fondamentaux, et enfin du prolétariat.

La grande bourgeoisie, qui ne représente qu'une petite minorité de la nation, ne peut pas se maintenir au pouvoir sans un appui de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, c'est-à-dire avec les restes du passé et un appui des masses qui constituent les nouvelles classes moyennes. Cet appui prend à l'époque actuelle deux formes principales, politiquement antagonistes mais qui se complètent historiquement : la social-démocratie et le fascisme. En la personne de la social-démocratie, la petite bourgeoisie qui suit le capital financier entraîne avec elle des millions d'ouvriers.

Aujourd'hui la *grande bourgeoisie allemande* oscille, elle se craquelle. Les divergences ne portent que sur la question de savoir lequel des deux traitements elle doit appliquer pour guérir la crise sociale. Le traitement de la social-démocratie rebute une partie de la grande bourgeoisie à cause de ses résultats douteux et des trop grandes dépenses supplémentaires (impôts,

2. Le plan Young de 1929 est le plan « définitif » de règlement des Réparations imposées à l'Allemagne vaincue en 1918 par les vainqueurs (France, Grande-Bretagne, États-Unis, Belgique, etc.) dont le montant, allégé, doit être versé en 59 annuités (ce qui fixait la fin des versements à 1988 !). Le plan sera suspendu en juillet 1931 en raison de l'effondrement de l'économie allemande, premier pays européen touché par l'extension mondiale de la crise de 1929.

3. Aux élections législatives de mai 1928, le SPD (parti social-démocrate) devance de loin les autres partis avec près de 30 % des voix. Il gouverne avec une coalition de partis de la bourgeoisie, poursuit la politique réactionnaire menée précédemment par ces partis, réprime avec une très grande violence les mouvements sociaux. La « Grande dépression » qui débute en octobre 1929 aux États-Unis touche l'Allemagne en 1930, précipitant le pays dans une profonde crise économique, sociale et politique.

lois sociales, salaires). L'intervention chirurgicale du fascisme apparaît à l'autre partie de la grande bourgeoisie comme ne correspondant pas à la situation et comme trop risquée. Autrement dit, la bourgeoisie financière dans son ensemble oscille dans l'estimation de la situation, ne voyant pas encore de base pour déclarer l'avènement de sa « troisième période » où la social-démocratie sera remplacée impérativement par le fascisme ; dans le règlement de compte général, comme on le sait, la social-démocratie sera récompensée de ses services passés par un pogrom général. Les oscillations de la grande bourgeoisie — par l'affaiblissement de ses partis principaux — entre la social-démocratie et le fascisme présentent un symptôme très éclairant d'un état pré-révolutionnaire. Avec la venue de conditions véritablement révolutionnaires, ces oscillations cesseront naturellement tout d'un coup.

La petite bourgeoisie et le fascisme

Pour que la crise sociale puisse mener à la Révolution prolétarienne, il est indispensable, en dehors des autres conditions, que se produise une poussée décisive des classes petites bourgeoises vers le prolétariat. Cela donne au prolétariat la possibilité de se placer comme guide à la tête de la nation.

Les dernières élections montrent, et cela constitue leur valeur symptomatique essentielle, une poussée inverse : sous les coups de la crise, la petite bourgeoisie a basculé non vers la Révolution prolétarienne, mais vers la réaction impérialiste la plus extrême, entraînant avec elle d'importantes couches du prolétariat ⁽⁴⁾.

L'accroissement gigantesque du national-socialisme est l'expression de deux faits, de la crise sociale profonde qui détruit l'équilibre des masses petites bourgeoises, et de l'absence actuellement d'un parti révolutionnaire qui, aux yeux des masses populaires, apparaîtrait destiné à être leur guide révolutionnaire. Si le parti communiste est un parti d'*espoir révolutionnaire*, le fascisme, comme mouvement de masse est un parti de *désespoir contre-révolutionnaire*. Quand la masse prolétarienne est embrasée par l'espoir révolutionnaire, elle entraîne inévitablement avec elle sur la route de la Révolution des couches importantes et croissantes de la petite bourgeoisie. Précisément dans ce domaine-là, les élections montrent une image tout à fait opposée : le désespoir contre-révolutionnaire a embrasé la masse petite-bourgeoise avec une telle force qu'il a attiré à lui d'importantes couches du prolétariat.

Comment peut-on expliquer cela ? Dans le passé, nous avons vu (Italie, Allemagne) un renforcement brutal du fascisme, victorieux ou pour le moins menaçant, comme résultat de situations révolutionnaires épuisées ou manquées, à l'issue desquelles l'avant-garde du prolétariat a montré son incapacité à prendre la tête de la nation pour changer le sort de toutes les classes, y compris celui de la petite bourgeoisie. C'est

cela qui, précisément, a renforcé de façon exceptionnelle le fascisme en Italie ⁽⁵⁾. Aujourd'hui en Allemagne, la chose ne se présente pas à l'issue d'une crise révolutionnaire, mais à son approche. De cela, les fonctionnaires dirigeants du parti, optimistes par devoir, déduisent que le fascisme, venant « trop tard », est condamné à une défaite inévitable et rapide ⁽⁶⁾. Ces gens là ne veulent rien apprendre. Le fascisme vient « trop tard » si on se réfère aux anciennes crises révolutionnaires, mais il arrive assez tôt — à l'aube — pour la nouvelle crise révolutionnaire. Le fait qu'il a acquis les possibilités d'occuper une forte position de départ à la veille de la période révolutionnaire, et non à son issue, ne constitue pas le point faible du fascisme mais le point faible du communisme. La petite bourgeoisie n'a pas de nouveaux espoirs dans les capacités du PC à améliorer son sort. Elle s'appuie sur l'expérience du passé, elle se rappelle les leçons de 1923 ⁽⁷⁾, les bonds capricieux, ultra-gauchistes de Maslow-Thaelmann, l'impuissance opportuniste de ce même Thaelmann ⁽⁸⁾, tapage de la « Troisième Période »,

4. Aux élections législatives du 14 septembre 1930, le Parti national socialiste des travailleurs allemands (NSDAP), dit parti nazi, qui avait obtenu de 2,6 % des voix (810 000 voix) en 1928, en obtient 18,3 % (6 407 000 voix). Le parti communiste d'Allemagne (KPD), qui avait obtenu 10,6 % des voix (3 265 000 voix) en 1928, n'en obtient que 13,1 % (4 590 000 voix).

5. En 1923, le parti nazi s'est implanté en Bavière à la faveur de la très grave crise économique et sociale déclenchée par l'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges et la résistance passive décrétée par le gouvernement allemand. Après la défaite sans combat du KPD en octobre, le parti nazi, avec le soutien d'une partie de l'armée, tente en novembre un coup d'État (le « putsch de la Brasserie ») qui échoue. En Italie, à partir de juillet 1919, une vague révolutionnaire déferle dans les campagnes, les paysans s'emparent des terres des grands propriétaires absenteïstes. La puissance du mouvement oblige le gouvernement à légaliser par décret les occupations. En janvier 1920, la vague révolutionnaire atteint les villes ouvrières. Des grèves spontanées éclatent dans le nord industriel. Victorieux, le mouvement s'étend à tout le pays, avec les premières occupations d'usines défendues par des milices ouvrières, l'apparition de conseils ouvriers élus, des revendications révolutionnaires (l'outil de travail aux travailleurs). La trahison des directions syndicales et du Parti socialiste italien, qui signent un accord avec le gouvernement et font évacuer les usines, met fin à l'insurrection début octobre 1920. La bourgeoisie fait appel aux bandes armées du mouvement fasciste pour déclencher une « terreur blanche ». Le Parti national fasciste de Mussolini arrive au pouvoir en octobre 1922.

6. Le journal *Die Rote Fabne* (Le Drapeau rouge) est fondé au début de la révolution allemande en novembre 1918 par la Ligue spartakiste de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, Ligue spartakiste qui devient le Parti communiste d'Allemagne (KPD) le 1er janvier 1919.

7. En octobre 1923, le KPD, dirigé par Brandler, capitule et décommande l'insurrection à la veille de son déclenchement.

8. Arkadi Maslow (1891-1941), membre du comité central du Parti communiste d'Allemagne en 1920, leader de l'aile gauche du parti avec Ruth Fischer, défend en 1921 une politique que Lénine avait déjà dénoncée en 1920 dans *La Maladie infantile du communisme, le gauchisme*. Le groupe sera exclu du parti en 1926. Ernst Thaelmann (1886-1944), leader de l'aile droite qui soutient l'insurrection de 1923, soutiendra également le tournant de 1928 (la « troisième période »).

etc... Et surtout — et ceci est le plus important — sa défiance envers la Révolution prolétarienne se nourrit de la défiance de millions d'ouvriers social-démocrates envers le PC. La petite bourgeoisie, même lorsqu'elle est arrachée de la voie conservatrice, ne peut s'orienter vers la Révolution sociale que si les sympathies de la majorité des prolétaires vont à la Révolution sociale. Cette condition, la plus importante, manque précisément encore en Allemagne, elle ne manque pas par hasard.

La déclaration-programme du PC allemand avant les élections a été consacrée dans son ensemble et exclusivement au fascisme, comme l'ennemi essentiel. Cependant le fascisme est sorti vainqueur, recueillant non seulement des millions de voix d'éléments semi-prolétaires mais des centaines de milliers de voix d'ouvriers industriels. En cela s'exprime le fait que malgré la victoire parlementaire du PC, la Révolution prolétarienne, comme un tout, a subi une défaite sérieuse dans ces élections, défaite évidemment d'une nature préventive, même pré-préventive et non d'un caractère décisif. Elle peut devenir décisive et le deviendra inévitablement si le PC ne sait pas apprécier sa victoire parlementaire partielle en liaison avec le caractère « préventif » de la défaite de la Révolution comme un tout et en tirer les déductions nécessaires.

Le fascisme est un danger réel en Allemagne, l'expression aiguë de la situation sans issue du régime bourgeois, du rôle conservateur de la social-démocratie à l'égard de ce régime et de la faiblesse accumulée du PC qui le rend incapable de renverser ce régime. Qui nie cela est un aveugle ou un fanfaron.

En 1923, Brandler ⁽⁹⁾, malgré tous nos avertissements, a surestimé d'une façon inouïe les forces fas-

cistes. De l'appréciation fautive du rapport des forces est née une politique d'attente, de dérobade, de défensive, de lâcheté. Ceci a anéanti la Révolution. De tels événements ne passent pas sans laisser de traces dans la conscience de toutes les classes de la nation. La surestimation du fascisme par la direction communiste a créé une des conditions pour le renforcement réel du fascisme. Une erreur inverse, précisément la sous-estimation du fascisme par la direction actuelle du PC, peut amener une défaite plus terrible de la Révolution pour une longue suite d'années.

Le danger prend une acuité particulière en liaison avec la question du rythme du développement qui ne dépend pas seulement de nous. La courbe sinuée de la température politique telle qu'elle s'est révélée lors des élections, permet de penser que le rythme du développement de la crise nationale peut être très rapide. Autrement dit, le cours des événements peut recréer en Allemagne, dans l'avenir le plus proche, à une nouvelle hauteur historique, l'ancienne contradiction tragique entre la maturité de la situation révolutionnaire d'une part et la faiblesse et l'impuissance stratégique du parti révolutionnaire d'autre part. Il faut le dire clairement, ouvertement et surtout à temps.

La Vérité n° 57, 10 octobre 1930

9. Heinrich Brandler (1881-1967) dirige le Parti communiste d'Allemagne pendant l'année 1923 et sera rendu responsable de la défaite de la révolution. Éliminé de la direction du parti, exclu en 1929, fonde le KPO (Parti communiste d'opposition) favorable à la politique de droite de Boukharine. Il critique le manque de démocratie interne mais soutient la collectivisation forcée, les plans quinquennaux et les premiers procès de Moscou.